

# Pétrole et développement des pays producteurs

Suite de la page 9

La mondialisation et/ou la libéralisation du secteur de l'énergie ne doivent pas constituer des prétextes et/ou des obstacles à une telle démarche adoptée par les pays développés, lesquels utilisent, à fond et en priorité, leurs compétences et capacités locales et protègent, en cas de besoin, leur industrie nationale. Des exemples de « patriotisme économique » sont donnés quotidiennement par les grands tenants du libéralisme mondial.

Sur un plan plus général, la question de la gestion des ressources provenant de l'exportation des hydrocarbures ne peut être traitée comme une question technique isolée, réservée aux experts et spécialistes ou par une seule réforme sectorielle.

Pourquoi les hydrocarbures constituent-ils une source de prospérité pour les Etats-Unis, les pays européens et ne le sont pas pour les peuples arabes, africains et d'Amérique latine ?

La différence est dans le niveau de développement institutionnel des uns et des autres, caractérisé par le degré de progression de l'Etat de droit et de la démocratie, le respect des libertés, des droits de l'homme et du citoyen, l'indépendance de la justice, l'indice du niveau de la corruption, autant de conditions préalables à une bonne gouvernance, c'est-à-dire l'aptitude à un développement durable, à une valorisation maximale des atouts potentiels qu'offrent les richesses naturelles, valorisation qui profite

aux citoyens et à la société tout entière, dans le présent et pour le futur.

## Conclusion

A l'occasion d'un débat qu'il a organisé à Alger le 7 février dernier, le quotidien local indépendant *El Watan* a fait état d'une étude exhaustive conduite par les chercheurs de l'université de Harvard sur un échantillon de 97 pays en développement — dont les résultats ont été confirmés par les économistes de la Banque mondiale et du FMI — qui a montré que « les pays dont le produit national brut dépend pour une large part des revenus d'exportation des ressources naturelles ont eu une croissance économique anormalement faible entre 1971 et 1989 par comparaison avec les pays en développement démunis en ressources naturelles ».

Et l'éditorialiste conclut en ces termes : « Le verdict, fondé sur des études incontestables, est sans appel : les Etats qui dépendent financièrement des exportations des hydrocarbures (et autres ressources minières) comptent parmi les pays les plus fragiles économiquement, les plus autoritaires, les plus corrompus et, last but not least, les plus exposés à la violence politique ».

La corrélation entre richesses en ressources pétrolières et le développement est négative : plus grande est la dépendance pétrolière, plus important est le mal-développement !

Aussi, la gestion des ressources procurées par les hydro-

carbures s'inscrit dans une démarche d'ensemble qui devrait conduire les pays producteurs en développement, à travers des réformes globales politiques, économiques et sociales, à renforcer progressivement la bonne gouvernance, une véritable démocratie et l'Etat de droit pour prétendre passer au statut de puissance émergente. Des pays hier en développement comme le Brésil, la Corée ou l'Inde ont montré que cela était possible, même sans la manne pétrolière. Dans le cadre d'une telle démarche globale, il est nécessaire d'organiser des débats démocratiques, ouverts au monde politique et à la société civile, largement médiatisés sur les questions fondamentales que se posent les citoyens : sur le niveau des réserves en hydrocarbures, la cadence et la durée prévisionnelle

de leur exploitation ; sur les priorités dans l'affectation des ressources entre les besoins domestiques et les exportations ; sur leur rôle comme élément moteur du développement économique et social ; sur le niveau des revenus procurés et leur répartition en toute transparence.

Pour ce qui concerne l'Algérie en particulier, de tels débats pourraient permettre d'apporter des réponses pertinentes aux grandes questions qui restent posées : comment transformer le pays pour le rendre moins dépendant par rapport au pétrole et promouvoir une politique véritable de développement durable ? Quelles politiques des réserves et quel rythme d'exploitation pour préserver le développement des générations futures et promouvoir les énergies renouvelables ?

Comment introduire plus de transparence dans la gestion et plus d'équité dans la distribution des ressources procurées par les hydrocarbures ?

Comment faire de l'énergie un levier pour un développement du Maghreb harmonieux et une

coopération euro-maghrébine plus équilibrée ?

Comment négocier l'exportation de l'énergie et la sécurité des approvisionnements du monde industrialisé, de l'Europe en particulier, en contrepartie d'un véritable partenariat industriel, d'un transfert réel d'expertise, de savoir et de technologie, en s'appuyant pleinement sur les ressources intellectuelles, scientifiques et technologiques nationales, y compris de la diaspora ?

Dans l'attente de suivre ou, mieux encore, de participer à de tels débats et faute de réponses convaincantes, le citoyen moyen, qui se débat dans les problèmes de la vie quotidienne malgré l'augmentation régulière des prix du pétrole et du gaz, ne manquera pas de soulever de manière périodique et à juste raison cette amère interrogation : le pétrole est-il une chance ou une malédiction pour le pays ?

A. K.

## NOTES :

Allouani, R. N. et Haddadji R. *La réduction des volumes de gaz brûlés : l'action de Sonatrach*. in *medenergie* . N°10 — Janvier 2004. Source : BP Statistical Review of World Energy, juin 2007. Sonatrach : Rapport annuel 2006.

Keramane A. *Pétrole et développement des pays producteurs : le cas de l'Algérie* in LEF N°70 — 1<sup>er</sup> trimestre 2006.

Ait-Laoussine N., Liassine M., Maizi A. *Le projet de loi sur les hydrocarbures en Algérie : L'incontournable nécessité d'un consensus national autour du rôle du secteur des hydrocarbures dans le développement économique et social du pays* in *medenergie* N°6 — Janvier 2003. Inclut le pétrole brut et les condensats. Source : BP Statistical Review of World Energy, juin 2007.

## BIOGRAPHIE

Ingénieur diplômé de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (Paris, 1962), Abdenour Keramane a contribué à la création de la Sonelgaz (Société algérienne de l'électricité et du gaz) qu'il a dirigée jusqu'en août 1981. A ce titre, il a été membre fondateur et président du Comité algérien de la World Energy Conference, vice-président de l'Union algérienne du gaz et président du Comelec.

Commissaire à la recherche scientifique et technique auprès du Premier ministre en 1984 puis président du conseil d'administration du Fonds de participation Biens d'équipement, il entre au Gouvernement en janvier 1989, en qualité de ministre délégué à la formation professionnelle, puis de ministre de l'Industrie et des mines. En 1993, il est affecté à Milan comme managing director de la TMPC, société mixte algéro-italienne ayant en charge le gazoduc sous-marin Transmed.

Actuellement, il active en qualité de consultant associé au sein du cabinet-conseil indépendant Khan Consultants et dirige la revue *medenergie*, dont il est le fondateur.

Professeur associé à l'Ecole nationale polytechnique d'Alger jusqu'en 1992, Abdenour Keramane est l'auteur de nombreuses publications.

## 3<sup>es</sup> JOURNÉES NATIONALES D'UROLOGIE

# L'impuissance en débat à Constantine

**Les dysfonctionnements érectiles étaient au centre des débats des 3<sup>es</sup> journées nationales d'urologie, organisées samedi et dimanche derniers à Constantine sous l'égide de l'Association des urologues (Asur).**

Cette maladie « multifactorielle », qui touche plus de 150 millions d'hommes de par le monde — un chiffre appelé à atteindre les 320 millions à l'horizon de 2025 — est, en effet, l'une des pathologies présentant le plus de difficultés sur le plan thérapeutique. La prévalence très élevée de cette maladie, qui se définit par l'impuissance sexuelle, en a fait, durant ces dernières années, un thème central de débat.

En Algérie, l'absence de statistiques fiables indiquant le taux d'incidence de cette maladie et le manque de sexologues compliquent davantage la prise en charge des patients à partir du moment où la dysfonction érectile constitue un « terrain à haut risque cardiovasculaire ». Ainsi, la problématique de ce séminaire portant sur le traitement médical et la formation continue en urologie s'inscrit dans la perspective d'actualiser les connaissances des médecins algériens s'agissant des progrès réalisés dans ce domaine précis et bien d'autres thématiques liées à l'urologie et également aux problèmes uro-génitaux.

Dans sa communication donnée à l'ouverture des travaux d'hier sous le thème

« traitements de la dysfonction érectile », le Pr Kamel Ben-Naoum du CHU de Nîmes a passé en revue tous les facteurs ayant un lien de causalité avec l'impuissance sexuelle et également les modalités de prise en charge possibles actuellement. Et d'énumérer les limites d'adaptation à la « révolution pharmacologique » en matière de thérapie, lesquelles consistent notamment en les « freins médicaux », c'est-à-dire le manque de médecins formés dans ce sens.

« Il est vrai qu'il existe aujourd'hui une multitude de médicaments efficaces, miraculeux même, mais ils ne doivent pas occulter l'importance de la prise en charge globale de la dysfonction érectile. La formation spécialisée des médecins demeure élémentaire surtout dans le diagnostic. L'identification des facteurs de la maladie est plus que décisive dans le processus de guérison puisque la dysfonction érectile est un marqueur important de la santé masculine globale. C'est dire qu'elle peut être un indicateur de plusieurs maladies qui existent chez le patient comme le diabète. Ainsi, on ne doit pas parler de traitement mais de projet thérapeutique en plusieurs étapes », dira-t-il. Il recommandera notamment aux médecins de faire dans le « coaching sexuel », autrement dit de définir une ligne thérapeutique qui fait bénéficier au patient un accompagnement adéquat dans sa vie de couple — un suivi psychologique si nécessaire — de manière à lui éviter les fausses croyances y afférentes, et ce, avant de procéder à toute indication médi-

camenteuse. Bref, la prise en charge doit, aux yeux du Pr Ben-Naoum, « tenir compte de l'appartenance ethnique et des traditions adoptées dans le milieu social du patient, de son contexte socio-économique et aussi de ses préférences sexuelles ».

Selon ses termes, « seule une collaboration transversale entre les différents soignants permet à un homme de récupérer ou de garder une érection ». « L'adhésion de la partenaire, qui peut avoir des réponses objectives à ses souffrances lors de la prise en charge de son associé, est essentielle à ce titre » conclut-il.

Il convient de noter que cette maladie touche dans la majorité des cas les hommes ayant plus de 40 ans. La moyenne d'âge de ceux qui souffrent de dysfonctionnements érectiles est de l'ordre de 57 ans. Environ 14 % ont moins de 40 ans alors que les tiers des malades sont des tabagiques. Cependant, ces dysfonctionnements, qui sont attribués à la fatigue et aussi au stress, ont un lien de causalité avec plusieurs facteurs physiologiques et psychiques. Mais le gros problème dans la prise en charge de cette pathologie est le frein à la consultation. Rares sont les hommes qui évoquent le sujet avec un médecin à cause de considérations d'ordre social notamment. « On ne meurt pas d'un trouble ou d'un arrêt de sa sexualité, ce qui permet à un patient ou un médecin de ne pas forcément en parler », souligne le Pr Ben-Naoum, mais la frustration qui en découle est un véritable drame...

Lyas Hallas

## MAHFOUD ALI BEIBA, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE SAHRAOUIE «Van Walsum s'est exclu du processus de négociation»

Le président de l'Assemblée sahraouie et chef de la délégation du Front Polisario à Manhasset, a estimé, hier, que le représentant personnel du secrétaire de l'Onu s'est exclu du processus de négociation.

« Peter Van Walsum s'est exclu de fait à travers les propos qu'il a tenus devant les membres du Conseil de sécurité. Il ne lui reste plus de place dans le processus de négociation. Mais le Front Polisario estime que l'ONU reste le cadre idéal pour la poursuite des négociations sur la base des résolutions prévoyant l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental », a indiqué Mahfoud Ali Beiba en marge de la tenue du colloque international sur l'« Autodétermination des peuples, vecteur de paix et de développement » qui s'est ouvert hier à l'APN.

« Van Walsum avait sa propre vision du dossier dès sa désignation en qualité de représentant personnel du secrétaire général de l'Onu. Cela était clairement visible à travers toutes les étapes (des négociations), mais nous ne pensions pas qu'il irait jusqu'à l'afficher publiquement. Ce qui est certain, c'est que le secrétaire général de l'Onu n'a pas adopté la même vision », ajoutera-t-il. Mahfoud Ali Beiba estime, par ailleurs, que Van Walsum pourrait démissionner de son poste. « Il est possible qu'il ait l'intention de démissionner et d'en finir avec ce dossier, c'est en tout cas mon avis personnel ».

Notons qu'une quinzaine de délégations étrangères, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine, participent à cette rencontre, axée sur le droit à l'autodétermination, qui doit se poursuivre aujourd'hui.

Tarek Hafid